

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de  
l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 18/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Eau de Toulouse Métropole**

Service de l'eau potable

22 avenue Marcel Dassault

31506 TOULOUSE CEDEX 5

Références : 2023/344  
Code AIOT : 0006802367

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2023 dans l'établissement Eau de Toulouse Métropole - Usine Pech David, implanté au 60 chemin des Côtes de Pech David 31000 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à un évènement (fuite de chlore) survenu, le 6 mars 2023, au niveau du local de stockage du chlore présent sur le site. Elle a pour but de vérifier les exigences applicables en lien avec cet évènement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Eau de Toulouse Métropole
- Usine Pech David - 60 chemin des Côtes de Pech David 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Pour alimenter l'agglomération toulousaine, la société Eau de Toulouse Métropole exploite sur l'usine d'eau potable de Pech-David, une unité de captage, de traitement et de distribution d'eau potable. La capacité de production de l'usine d'eau potable de Pech David est d'environ 150 000 m3 par jour.

L'usine d'eau potable de Pech David a été construite en 1981. Pour assurer son fonctionnement, le site dispose notamment d'unités de stockage et d'emploi de réactifs, de chlore, de charbon actif et d'unité de production et de destruction d'ozone.

L'usine de Pech David est une installation classée soumise à autorisation et réglementée par arrêté préfectoral d'autorisation du 30 décembre 1980 complété par l'arrêté préfectoral du 11 mai 1988.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rapport d'accident et information du service des ICPE (Code de l'environnement)
- Fonctionnement de la tour de neutralisation du chlore gazeux (APC du 11 mai 1988)
- Rétention et système d'indication du sens du vent (APC du 30 décembre 1980).

*Nota: L'inspection n'a pas pu pénétrer à l'intérieur du local de stockage du chlore car une habilitation chlore est exigée pour y accéder selon les règles fixées par l'exploitant sur ce site et l'inspection n'est pas détentrice de ce type d'habilitation.*

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information d'un évènement	Code de l'environnement du 24/03/2023, article R. 512-69 alinéa 1er	/	Sans objet
2	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/03/2023, article R. 512-69-alinéa 2d	/	Sans objet
3	Système d'alarme en cas de fuite de chlore	AP Complémentaire du 11/05/1988, article 1er	/	Sans objet
4	Secours de la tour de neutralisation	AP Complémentaire du 11/05/1988, article 2	/	Sans objet
5	Détection de chlore	AP Complémentaire du 11/05/1988, article 3	/	Sans objet
6	Consignes	AP Complémentaire du 11/05/1988, article 4	/	Sans objet
7	cuvette de rétention	AP Complémentaire du 30/12/1980, article 2.7	/	Sans objet
8	Direction du vent	AP Complémentaire du 30/12/1980, article 2.18	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'exploitant satisfait aux exigences applicables relatives au rapport d'accident et à l'information du service des ICPE, au fonctionnement de la tour de neutralisation du chlore gazeux et à la rétention dans le local de stockage du chlore et au système d'indication du sens du vent.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Information d'un évènement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/03/2023, article R. 512-69 alinéa 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information d'un évènement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> Suite à une fuite accidentelle de chlore sous forme gazeux dans le local de stockage du chlore survenu le 6 mars 2023, l'exploitant a informé l'inspection des premiers constats de la situation accidentelle par échange téléphonique le jour même (quantité de matière émise, conséquences, cause identifiée, premières mesures mises en oeuvre...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/03/2023, article R. 512-69- alinéa 2d
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident « les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, » les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, » les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport d'accident a été transmis à l'inspection des ICPE le 17 mars 2023. Il comporte les éléments exigés rappelés ci-dessus. Une expertise de la partie de l'équipement ayant subi une défaillance matérielle lors de cet évènement (à l'origine de la fuite) va être lancée auprès du fabricant.  La visite a été l'occasion de compléter les informations transmises à travers ce rapport. Une mesure de maîtrise des risques d'émanation du chlore gazeux complémentaire (non prescrite dans les arrêtés préfectoraux réglementant le site) est en place et fonctionnelle. Il s'agit d'un rideau d'eau au-dessus de la porte d'accès du local de stockage du chlore. L'exploitant a présenté les photos permettant de confirmer le bon fonctionnement du rideau d'eau lors de l'évènement du 6 mars 2023. Concernant la tour de neutralisation à la soude qui a fonctionné lors de l'évènement du 6 mars 2023, l'exploitant a été en mesure également de présenter le bon de commande relatif au renouvellement de la soude de la tour de neutralisation avec une intervention prévue le 31 mars 2023. Concernant l'efficacité du traitement par la soude assuré par la tour de neutralisation et le rejet en sortie de cheminée, l'exploitant a indiqué qu'une mesure de la concentration de chlore est effectuée en sortie de cheminée de la tour de neutralisation. Le résultat de mesure n'est cependant pas conservé. L'exploitant a cependant pu justifier que la balise mise en place par le SDIS 31 et permettant de relever la concentration en chlore gazeux dans l'air ambiant à proximité du local chlore, lors de l'évènement du 6 mars 2023, indiquait 0 ppm. Enfin, l'exploitant a présenté les modalités d'accès au site en permanence pour le SDIS31.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra les conclusions de l'expertise susvisée afin de compléter les informations fournies à travers le rapport d'accident susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Système d'alarme en cas de fuite de chlore

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/1988, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'alarme en cas de fuite de chlore
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le système d'alarme prévu à l'article 2.9 des prescriptions spéciales annexées à l'arrêté préfectoral susvisé du 30 décembre 1980 devra comprendre un signal visuel et un signal sonore repérable à tout instant par au moins une personne habilitée à intervenir et à déclencher l'alerte en cas de fuite accidentelle de chlore ou de dioxyde de chlore.
<b>Constats :</b> La présence du signal visuel (gyrophare) à l'extérieur du local de chlore a été constatée par l'inspection. L'exploitant a indiqué que le signal sonore est également présent à l'intérieur du local chlore. Celui-ci n'a pas pu être constaté de visu par l'inspection; celle-ci n'ayant pas l'habitation chlore requise.  Le bon fonctionnement des ces 2 signaux, lors de l'évènement du 6 mars 2023, a pu être justifié par l'exploitant au travers notamment du relevé informatique de toutes les alarmes qui se sont déclenchées lors de cet incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Secours de la tour de neutralisation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/1988, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Secours de la tour de neutralisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le système d'aspiration des gaz et d'absorption du chlore prévu à l'article 2.9 des prescriptions spéciales annexées à l'arrêté préfectoral susvisé du 30 décembre 1980 devra être doté d'une alimentation de secours raccordé au groupe électrogène de l'établissement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection les schémas électriques et documents permettant de justifier du raccordement de la tour d'aspiration et de neutralisation du chlore à l'alimentation secours par groupe électrogène présent sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Détection de chlore

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/1988, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de chlore
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le local de fabrication du dioxyde de chlore devra être muni d'un système de détection. En cas de fuite de chlore ou de dioxyde de chlore, le système de détection devra déclencher automatiquement l'alarme prévue à l'article 1er susvisé ou une autre alarme du même type.
<b>Constats :</b> Le local ne comporte pas de fabrication de dioxyde de chlore mais directement un stockage de chlore sous forme de tanks. L'exploitant a confirmé que le système de détection de chlore est bien asservi au déclenchement de l'alarme sonore et visuelles susvisées. Cet asservissement a pu être justifié par l'exploitant au travers notamment du synoptique du relevé des alarmes qui se sont déclenchées en automatique lors de cet événement 6 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/1988, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une consigne particulière devra être établie pour que soient clairement définies, en cas de fuite accidentelle de chlore repérée par le système d'alarme, la conduite à tenir pour surveiller le fonctionnement du système d'aspiration des gaz et d'absorption du chlore et pour arrêter la fuite, ainsi que les règles d'évacuation des personnels de l'usine ou les règles de confinement de ces personnels dans les locaux protégés. Cette consigne sera adressée à l'inspecteur des ICPE.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la procédure générale relative à la conduite à tenir en cas de fuite de chlore (procédure générale définie par le groupe), le plan d'intervention établi avec le SDIS 31, la fiche relative aux consignes à adopter en cas d'alarme et de fuite de chlore spécifique pour l'usine de Pech David et la fiche relative à la mise en place de la cloche sur un tank fuyard. Ces éléments documentaires permettent de satisfaire aux exigences rappelées ci-dessus. L'exploitant a indiqué que les règles d'évacuation des personnels de l'usine ou les règles de confinement de ces personnels dans les locaux protégés sont définies en accord avec le SDIS31 lors d'un sinistre. Il indique que cela a été le cas lors de l'évènement du 6 mars 2023, la décision a été prise en commun avec le SDIS.
Le plan d'intervention, établi avec le SDIS 31, a bien été adressé à l'inspection des ICPE.
<b>Observations :</b> L'exploitant adresse à l'inspection la fiche relative aux consignes à adopter en cas d'alarme et de fuite de chlore spécifique à l'usine de Pech David une fois la révision en cours terminée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : cuvette de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/12/1980, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, cuvette de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des récipients de chlore devra être situé sur une cuvette de rétention étanche de capacité au moins égale à 3.2 m3.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'une capacité de rétention est existante au niveau du local du chlore (fosse maçonnée et muret béton). L'inspection a pu constater depuis la porte d'accès au local chlore que les tanks de stockage du chlore sont positionnés sur une dalle béton perforée entourée d'un muret en massif bétonné (correspondant au plan de conception présenté). Le dimensionnement de la capacité de rétention égale à 11,9 m3 a pu être justifié par l'exploitant à travers des relevés du plan et de la coupe d'implantation du local.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Direction du vent**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/12/1980, article 2.18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Direction du vent
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif indiquant la direction du vent devra être installé.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté visuellement la présence d'une manche à air (en bon état) flottant au-dessus du local de stockage du chlore.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet